

## Les Brésiliens déçus par leur démocratie

LE MONDE CULTURE ET IDEES | 02.07.2015 à 16h55 | Par Nicolas Bourcier ([journaliste/nicolas-bourcier](#)) (Rio de Janeiro, correspondant)

Les sondages aussi peuvent être têtus. En un peu moins de trois mois, la publication de deux enquêtes d'opinion vient de confirmer le désenchantement démocratique des Brésiliens et leur désintérêt pour leurs institutions. Déjà fin mars, alors que le pays enregistrait une série d'importantes manifestations contre la présidente, Dilma Rousseff, empêtrée dans la crise économique et le scandale de corruption du géant pétrolier Petrobras, un sondage avait révélé que 47,6% des Brésiliens soutenaient l'idée d'une intervention militaire « *en cas de forte corruption* ».



Cette enquête du Baromètre des Amériques (Lapop, en anglais), organisée en Amérique latine en 2014, précisait que ce taux était l'un des plus élevés du continent. Sur la question de la rupture institutionnelle, le Brésil était à peine dépassé par le Paraguay et le Pérou. Le manque d'estime des Brésiliens quant à la gestion du pays s'est même brutalement accentué ces dernières années, d'après les conclusions du Lapop. Avant 2012, le pourcentage des adeptes d'une éventuelle intervention militaire oscillait entre 36 % et 40 %. Le plus inquiétant est que cette enquête avait été menée en 2014, avant même l'éclatement de l'affaire Petrobras.

### Scandales de corruption

C'est précisément tout l'intérêt du dernier sondage mené par la Fondation Getulio Vargas (FGV). Réalisée à la mi-avril, l'étude publiée le 13 juin indique que 60 % des Brésiliens se disent insatisfaits du fonctionnement de leur démocratie. Les résultats obtenus par FGV confirment aussi la baisse de popularité des représentants et élus politiques. Près de 77 % des personnes interrogées disent ne pas avoir confiance en la présidente. Les gouverneurs, les sénateurs et députés atteignent une moyenne de 80 % d'insatisfaits. Jamais, depuis la fin de la dictature militaire (1964-1985), les partis politiques n'avaient enregistré un tel rejet: leur indice de confiance n'atteint pas 10 %.

Les crises que traverse actuellement le Brésil (récession, scandales de corruption, malaise et divisions politiques) ont accentué ce désamour. Mais ce mal brésilien semble plus profond.

Depuis la redémocratisation de la fin des années 1980, les Brésiliens ont régulièrement montré une certaine défiance vis-à-vis de la chose publique, plus que les citoyens des autres pays de la région. Déjà en 2011, d'après une enquête Latinobarometro, seules 45% des personnes interrogées avaient placé la démocratie en tête de leurs préférences. La moyenne des autres pays latinos était de 58%.

## **Le système politique brésilien est hermétique aux demandes de la société**

D'après des études comparatives, le soutien au régime démocratique est traditionnellement élevé dans les pays qui gardent en mémoire les traumatismes provoqués par les régimes autoritaires. Or le Brésil a été l'un des derniers pays à accomplir un travail sur son passé. A titre d'exemple, la Commission nationale de la vérité, chargée d'examiner les exactions commises pendant la dictature, n'a été installée que vingt-sept ans après la chute des militaires. Son rapport, publié en 2014, demande à l'armée, qui n'a jamais fait son mea culpa, de reconnaître sa responsabilité dans la répression.

Comme l'a montré le mouvement de protestation de 2013, le système politique brésilien est hermétique aux demandes de la société, souligne le quotidien *Valor*. L'exemple du rejet, fin mai, d'une réforme politique, pourtant souhaitée par l'exécutif, a accentué l'image d'une profonde incapacité des politiques à tout travail d'introspection. Pour Marco Aurélio Ruediger, directeur à la FGV, l'enquête « *montre une très grande rupture entre les espérances [des citoyens] et ce qui est réalisé* ».